

## Jean-Christophe Bouissou : "Nous sommes d'accord entre autonomistes"

le 1 février 2010 à 16:05 | source: Tahitipresse |

Au lendemain de son arrivée en Polynésie, Marie Luce Penchard, a rencontré le président du Pays et celui de l'assemblée, ainsi que les présidents des groupes représentés afin de discuter de la réforme du mode de scrutin. Seuls les groupes autonomistes étaient présents, même le la Ora te Fenua de Jean-Christophe Bouissou pourtant dans l'opposition. Interview.

**Tahitipresse** : Comment s'est déroulée cette réunion?

Jean-Christophe Bouissou : Cette réunion s'est déroulée avec un très bon esprit, je dirais, d'ouverture. Marie-Luce Penchard a expliqué dans quel cadre nous allons travailler avec une mission qui serait dépêchée. Cette mission sera composée d'experts de loi électorale et aussi de conception de statut. La ministre a dressé son analyse des constats que nous partageons complètement sur la question de l'instabilité politique qui impacte, bien sûr, sur les problématiques de développement économique et social. Et aussi sur le fait que le président de la République est intervenu, dans son discours vis à vis de l'Outre-mer, pour donner un signe fort vis à vis de la population polynésienne quant à la nécessité de sortir de ce carcan de l'instabilité. Donc nous partageons totalement cette approche, y compris, les éléments symptomatiques connus par les uns et par les autres qui se résument généralement au nomadisme politique mais aussi à l'utilisation de son mandat d'élu pour des finalités purement personnelles.

**Tahitipresse** : Quels ont été les sujets abordés ?

Jean-Christophe Bouissou : Nous sommes tous intervenus, on peut dire, depuis le président du gouvernement, en passant par les parlementaires, nous-même les présidents de groupes, et le président de l'assemblée, pour donner notre sentiment et pour donner aussi une première approche de notre appréciation sur ce que pourrait être la future loi, notamment sur des considérations de principes. Est-ce qu'il faut réduire le nombre d'élus ? On a répondu oui. Faut-il conserver les circonscriptions qui marquent bien les différences entre les populations des archipels ? On peut dire que nous sommes tous d'accord pour conserver ces circonscriptions. J'ai rajouté un élément qui n'a pas été évoqué par la ministre et qui concerne des questions de transparence dans les élections. Lorsque des listes se présentent, il faut absolument, si on conserve les circonscriptions, que les électeurs aient une visibilité sur tous les représentants d'une liste, quelles que soient les circonscriptions. Parce que aujourd'hui, on peut élire des représentants aux Australes mais sans savoir avec qui ils vont travailler, notamment avec les représentants des Îles du Vent ou autre. (...). Nous avons passé deux heures de discussions dans une ambiance très positive, et il y aura donc d'autres rencontres avec la mission d'experts qui doit arriver.

**Tahitipresse** : Avez-vous abordé le sujet de l'élection du président de la Polynésie au suffrage universel direct ?

Jean Christophe Bouissou : La ministre a abordé la question en disant qu'il n'y aura pas, et, ça n'est pas le souhait du président de la République, d'élection du président de la Polynésie au suffrage universel direct. Pour quelle raison ? C'est parce que le président de la République a décidé que les questions institutionnelles ont une limite à ne pas dépasser. Il n'est pas question pour Nicolas Sarkozy, dans le laps de temps de son mandat, d'envisager une quelconque accession sur autre plan

statutaire qui pourrait être par exemple l'indépendance. Deuxième point, il n'y a pas d'autre élection d'un président au suffrage universel direct que l'élection du président de la République française, c'est constitutionnel. D'ailleurs, nous sommes tous d'accord pour dire aussi que ça ne changera pas les choses en matière des recherches de stabilité puisque les problématiques de changement de situation au sein de l'assemblée peuvent très bien se produire, si toutefois le président perdait sa majorité.

**Tahitipresse** : Seuls les autonomistes étaient présents ce matin. Est-ce qu'un consensus ressort de cette réunion ?

**Jean Christophe Bouissou** : Nous sommes d'accord entre autonomistes. (...) Il y aura certainement des propositions spécifiques de faites lorsque nous aurons en face de nous la mission d'experts. Mais on peut dire que sur ce que j'ai entendu ce matin, nous sommes d'accord sur un certain nombre de principes, comme la réduction du nombre de représentants. Peut-être aussi revoir le nombre de ministres au sein du gouvernement pour bien montrer à la population qu'il y a une volonté, maintenant en période de crise, de faire des efforts en matière d'économie (...).

**Tahitipresse** : Chantal Tahiaata, présidente du groupe UDSP à l'assemblée et l'ancien président du Pays, Oscar Temaru, étaient quant à eux absents ce matin. Une réaction ?

**Jean Christophe Bouissou** : Concernant cette absence, nous sommes d'accord pour que la ministre puisse recevoir à part le parti Tavini huiraaatira et son président (Oscar Temaru). Il faut que ces discussions soient partagées par l'ensemble des forces politiques. Ne faisons pas l'erreur de mener des discussions qui peuvent être interprétées comme étant, je dirais, un peu une déchirure politique sur les questions qui sont essentielles et qui concernent l'avenir du Pays.

**Tahitipresse** : Des partis non représentés à l'assemblée - comme le No oe e te Nunaa de Nicole Bouteau par exemple - ont déploré ne pas être conviés à la discussion. Qu'en sera-t-il lors des prochaines réunions notamment avec la mission d'experts ?

**Jean Christophe Bouissou** : Nous souhaitons que l'ensemble des partis politiques puissent s'exprimer, que ce soit au travers de réunions plénières, ou alors plus spécifiquement lors de la visite de la mission d'experts.